

**N<sup>os</sup> 4248<sup>2</sup>  
4249<sup>2</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1997-1998

---

**PROJET DE LOI**

**portant approbation du Protocole portant modification  
de la loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles,  
signé à Bruxelles, le 7 août 1996**

**PROJET DE LOI**

**portant approbation du Protocole portant  
modification de la loi uniforme Benelux sur les marques,  
signé à Bruxelles, le 7 août 1996**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE**

(5.6.1998)

Par sa lettre du 22 octobre 1996, Monsieur le Ministre de l'Economie a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis des projets de loi sous rubrique.

Les deux projets de loi sous avis sont destinés à transposer en droit luxembourgeois les dispositions des deux Protocoles internationaux précités, qui eux-mêmes modifient les lois uniformes Benelux sur les marques et sur les dessins ou modèles pour les adapter à l'évolution d'un certain nombre de normes internationales.

\*

**I) LA MODIFICATION DE LA LOI UNIFORME BENELUX  
SUR LES MARQUES**

Il ressort du commentaire commun des Etats signataires du Protocole du 7 août 1996 que trois textes internationaux ont rendu nécessaire une adaptation conséquente de la loi uniforme Benelux sur les marques:

- l'Accord instituant l'Organisation mondiale du Commerce, signé à Marrakech le 19 avril 1994, et plus particulièrement l'accord ADPIC;
- le Traité sur le droit des marques, signé à Genève le 27 octobre 1994;
- le règlement (CE) No 3295/94 du Conseil du 22 décembre 1994 fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation, la réexportation et le placement sous un régime suspensif des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates.

La protection accordée par la loi uniforme Benelux se situant d'ores et déjà à un niveau élevé, c'est essentiellement le règlement (CE) précité qui rend nécessaire son adaptation.

En effet, ce règlement attribue aux autorités douanières le pouvoir de retenir des marchandises placées sous un régime douanier suspensif, alors que cette possibilité fait défaut dans la loi uniforme Benelux.

Le projet de loi sous rubrique entend dès lors approuver le Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux en y ajoutant cette attribution nouvelle des autorités douanières.

La Chambre de Commerce n'a pas d'objections à formuler à cet égard.

\*

## **2) LA MODIFICATION DE LA LOI UNIFORME BENELUX EN MATIERE DE DESSINS OU MODELES**

Le commentaire commun des Etats signataires indique que la modification de la loi uniforme Benelux est devenue nécessaire suite à la signature de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du Commerce, et plus particulièrement de l'Accord APDIC relatif aux aspects des droits de propriété industrielle, et du règlement (CE) No 3295/94 précité.

Ces modifications apportées à la loi uniforme Benelux en matière de dessins et modèles sont similaires à celles introduites dans la loi uniforme Benelux sur les marques précitée.

\*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce peut marquer son accord aux projets de loi sous avis.